

Le coin des experts



"Les conditions du côté arménien sont vraiment fortes dans les négociations de paix, le resteront en 2014 et probablement après. Les présidents arménien et azerbaïdjanais ont eu une réunion après les strictes annonces arméniennes," a déclaré le politologue **Alexander Iskandarian** parlant des annonces grossières de Bakou et d'Ankara sur la politique étrangère arménienne en 2014.

Et de rappeler les actions de protestation après l'affaire des "Grandes corruptions" impliquant les fils de trois ministres, et poussant des ministres à démissionner. Plus que 50 personnes ont été arrêtées suite au scandale.

(...)



"La politique complémentaire de l'Arménie touche à sa fin. L'adhésion de l'Arménie à l'Union douanière, probablement contrainte, et dominée par la Russie, peut changer si nécessaire. Toutefois, dans cette situation, le Haut-Karabakh reste une question ouverte", a déclaré le politologue **Alexander Tsinker**.

Dans ce contexte, l'expert a cité la récente déclaration du président kazakh Noursoultan Nazarbaïev : *" Bien que réservé le Kazakhstan est prêt à signer la feuille de route sur l'adhésion de l'Arménie à l'Union douanière. Le Kazakhstan exige, cependant, des éclaircissements sur la question des frontières de l'Union douanière en relation avec la question du Haut-Karabakh."*

Selon Tsinker, le problème est de savoir si Karabakh sera inclus dans la sphère d'activité de l'Ud, sinon légalement, du moins dans les faits. "Ce n'est un secret pour personne que les frontières entre l'Arménie et le Karabakh, en particulier celles économiques, sont plutôt floues.

Dans cette situation, les dirigeants arméniens ont une occasion unique de mettre la question du Karabakh sur le tapis. Erevan doit utiliser l'intérêt de la Russie dans l'expansion des frontières de l'Ud pour promouvoir la participation du Karabakh dans les opérations économiques de l'Union. Il faut bien commencer par quelque part."

(...)



L'expert de l'Institut des États de la CEI, **Mikhaïl Alexandrov**, a commenté la récente déclaration du chef de file kazakh, Noursoultan Nazarbaïev, soulevant le problème du Karabakh.

"La République du Haut-Karabakh ne fait pas partie de l'Arménie, même du point de vue de la législation arménienne, il n'y a donc aucune possibilité d'inclure Karabakh dans le territoire de l'Ud.

La RHK bien que non-reconnu est un Etat indépendant. Les mêmes règles doivent donc s'appliquer indépendamment de l'adhésion à l'Ud, et la RHK se doit d'appliquer toutes les obligations liées à l'Ud - de manière unilatérale, en écartant les questions qui pourraient résulter de l'interaction économique avec l'Arménie.

La déclaration de M. Nazarbaïev a été faite pour montrer sa préoccupation quant à la position de l'Azerbaïdjan. En pratique cela ne change rien et certainement pas entraver l'adhésion de l'Arménie à l'Ud", a conclu l'expert.

(...)

L'après-pétrole



"Lorsque le pétrole sera épuisé en Azerbaïdjan, Bakou va essayer de rallumer la guerre à la fois au Haut-Karabakh et contre l'Arménie, aussi les Arméniens doivent se montrer clairvoyants et empêcher le déclenchement de la guerre une décennie avant que l'ennemi ne la déclenche.

Selon les estimations, le pétrole sera épuisé d'ici une décennie. Cela ne signifie pas les pompes tourneront à vide vu la quantité de pétrole restante, et donc on les stoppera. Avec la technologie actuelle, aller le chercher plus profond n'est pas économique, il est plus intéressant d'investir plus et essayer d'atteindre d'autres gisements. Quoiqu'il en soit, la fin du pétrole azerbaïdjanais est proche. Et la baisse de la production a commencé.

Il est à noter que l'Azerbaïdjan possède aussi des réserves de gaz naturel. Bakou est en train de négocier avec les grands groupes afin de déterminer lequel(s) obtiendra(ont) les contrats. Dans le cadre de ces offres à venir, les Azéris vont

essayer d'apporter des améliorations aux infrastructures pétrolières actuelles pour essayer d'en extraire un maximum. Ceci permettra aux dirigeants du pays de se remplir un peu plus les poches.

*Lorsque les combustibles fossiles seront épuisés, les milliards ne couleront plus. Parallèlement à cela, il en va de la capacité des dirigeants de pacifier la population par l'argent. Alors que vont-ils faire ? Bien sûr, comme tous les petits tyrans, la répression par la force s'ensuivra. Les émeutes, les brutalités, et la mort de civils feront monter la tension. Qu'est-ce que les dirigeants feront dans de tels cas ? Comme partout ailleurs, ils vont trouver ou créer un dérivatif. **Faire la guerre contre un ennemi extérieur a tendance à étouffer la dissidence interne.***

Aussi, l'Azerbaïdjan attaquera les positions arméniennes, ou essayera de provoquer les Arméniens pour avoir une excuse afin de "riposter" et commencer une nouvelle guerre, car il en a désespérément besoin.

Il y a aussi une autre raison à ouvrir les hostilités. Vu que le flot d'argent va se tarir, sa capacité à poursuivre sa frénésie d'armement prendra fin. Les armes et les munitions vieillissent, et doivent être remplacés par une meilleure technologie. Aussi, l'Azerbaïdjan sera incité à utiliser son armement avant que l'obsolescence ne soit trop importante."

Garen Yegparian – [Asbarez](#)